



Cercle Henri Barbusse
de culture ouvrière et populaire
rassemblementcommuniste.fr

cerclebarbusse@gmail.com

**CE QUE NOUS APPREND
AU REGARD DES FAITS**

***LA LETTRE DES NEUF AU
COMITE CENTRAL DU PCF
DE NOVEMBRE 1981***



**EN HOMMAGE AU REGRETTE CAMARADE
JEAN SALEM, CO-SIGNATAIRE DE CETTE
LETTRE ET DECEDE EN JANVIER 2018**



Juin 2018



Jean SALEM
(1952 - 2018)



Jeannette THOREZ-VERMEERSCH
(1910 - 2001)

Adhésion au Parti : 1967

Ancien Secrétaire du Cercle Philo à la Sorbonne, professeur agrégé de philosophie. Philosophe auteur de nombreux essais d'ouvrages politiques.

Jean est le fils d'Henri Alleg, militant communiste et anticolonialiste, ancien directeur d'Alger Républicain, auteur du célèbre essai contre la torture en Algérie, *La question*, censuré par la France.

Adhésion au Parti: 1928

Membre du Bureau politique de 1950 à 1968, ancien Député de Paris, ancienne Sénatrice de la Seine. Vice-présidente de l'Union des Femmes Françaises en 1956. Auteure de *La vie en rouge, mémoires* (Delga).

Jeannette fut l'épouse de Maurice Thorez, premier secrétaire du Parti de 1930 à 1964.



Conseils de lecture:
Ouvrage toujours disponible sur commande ou par Internet.

INTRODUCTION

Dans notre hommage à notre regretté camarade Jean Salem en janvier 2018 nous écrivions : « Digne fils de son père Henri Alleg, Jean Salem fut l'initiateur - avec Jeannette Thorez-Vermeersch et 7 autres responsables vétérans du PCF - de la lettre des 9 au Comité Central du PCF, intitulée Où va le Parti? ».

Cette lettre, qui date de novembre 1981, est historiquement la première opposition interne aux déviations de droite de la direction du PCF avant la « mutation » eurocratique et sa social-démocratisation d'aujourd'hui. Jean Salem était le plus jeune des signataires d'alors et parmi les diffuseurs les plus déterminés, il y avait, dès cette époque, notre camarade et doyen du CHB et de la Coordination Communiste/RCC, Claude Langlet.

Ces précurseurs du combat interne contre le réformisme au sein du PCF dénonçaient déjà dès 1981 dans leur lettre au CC du PCF :

- Les « illusions entretenues sur le PS et la portée du programme commun, les révisions et abandons les plus graves, (révisions opportunistes de la notion d'Etat, la sous-estimation de la nécessité pour la classe ouvrière et ses alliés de conquérir le pouvoir afin d'assurer le passage au socialisme, abandon de la théorie révolutionnaire, le marxisme-léninisme, ralliement à la force de frappe, à l'élection européenne au suffrage universel, anti-soviétisme, etc.). Ces abandons... ont contribué à placer le PS en tête... Il faut briser l'engrenage qui nous place toujours plus à la merci du PS et nous oblige, soit à capituler devant ses exigences, soit à nous isoler ».

- « Ce sont les conditions et non le principe de la participation (au gouvernement du PS en 1981) qui sont, pour nous, en cause... Ainsi la Direction du Parti a délibérément choisi, sans le dire, d'engager tout le Parti dans une expérience fortement promise, dès le départ, à demeurer social-démocrate... Comment l'accord gouvernemental de juin 81 (qui se résume en un point unique : appliquer les engagements électoraux de F. Mitterrand) pourrait-il éclairer leur combat ? Nous constatons que le projet de résolution ne contient pas de programme propre au Parti... (les) ministres communistes... ne se trouvent-ils pas, plus que tous autres, ligotés par cette même « solidarité » (comme des « otages » ou des « cautions ») ?... La nécessaire unité d'action à la base avec les travailleurs socialistes n'impliquait pas de s'engager à appliquer la politique de F. Mitterrand... Ce qui ne peut signifier dans les conditions de l'accord que le renoncement à combattre, sur le terrain essentiel de la lutte de classe, à savoir l'entreprise, l'influence réformiste ».

- Les propos suivants de P. Mauroy, premier ministre du gouvernement « d'union de la gauche » : « Les chefs d'entreprises comprendront-ils que la gauche au pouvoir apporte aux entrepreneurs ce que la droite n'a jamais pu leur

assurer : un climat social de négociations et non d'affrontements, une planification qui balise l'avenir ? », suivis des assurances de F. Mitterrand : « L'opposition devrait comprendre qu'elle a le meilleur gouvernement possible dans les circonstances économiques et politiques actuelles ? » avant de conclure « Pause sociale et profits toujours assurés pour les patrons, « austérité démocratique » pour les travailleurs : est-ce cela le changement ? ».

- La politique internationale de la gauche au pouvoir qui « en réalité se traduit surtout par une belle continuité avec celle des précédents gouvernements de droite, voire une aggravation. Continuité dans la vente des armes, continuité dans la présence militaire (15000 soldats) en Afrique pour le soutien du système « néocolonialiste », soutien plus affirmé à Israël et approbation des accords de Camp David, c'est-à-dire de la « paix américaine » au Proche-Orient, continuité dans la politique de surarmement..., aggravation avant tout et surtout dans la politique atlantiste... l'approbation de la thèse américaine sur « l'équilibre des forces » pour justifier les plans de l'OTAN d'implantation en Europe des nouvelles fusées US, OTAN que le ministre socialiste Cheysson porte aux nues en disant que « l'alliance atlantique, pour nous, c'est quoi ? La défense de valeurs fondamentales, j'allais dire de valeurs chrétiennes, des valeurs de civilisation contre le totalitarisme. Voilà ce qu'est l'alliance atlantique pour un socialiste français, pour un socialiste humaniste » ».

La lettre des 9 au CC du PCF poursuit sa critique de la participation de la direction du PCF au gouvernement « d'union de la gauche » en se démarquant de la conception chauvine nationaliste et eurocommuniste du « socialisme à la française », du « socialisme démocratique autogestionnaire à la française » pour lui opposer ceci : « Les communistes, à commencer par les fondateurs du marxisme, n'ont jamais nié les particularités nationales. Au contraire, ils ont toujours souligné l'importance des facteurs nationaux dans la lutte pour le socialisme, pour expliquer la diversité des voies de passage au socialisme et les traits particuliers aux sociétés où le socialisme est déjà réalisé... Dans le même temps, contre toutes les déviations et falsifications, les communistes ont toujours affirmé l'existence de lois générales de la Révolution, car la Révolution et la société communiste qui est son objectif ... (sont) la conséquence nécessaire de la lutte des classes. Tel est le sens des propos de Waldeck Rochet à Champigny (décembre 1968) : « Pour élaborer ses thèses sur le passage du socialisme en France, notre Parti Communiste, lors de ses XVIIème et XVIIIème Congrès a tenu compte à la fois des lois générales de la révolution socialiste, valables pour tous les pays et des particularités, des traditions nationales qui sont le produit de l'histoire et qu'il importe de prendre en considération ». Et il ajoutait aussitôt : « Ni Maurice Thorez, ni nos récents congrès n'ont commis la faute d'exagérer les particularités nationales ou de prendre position contre les lois générales de la révolution, car ce serait nier la révolution elle-même ». En affirmant que le « passage de chaque pays au socialisme et le socialisme qu'il édifie... sont toujours

particulier en leur essence même », le projet de résolution aboutit précisément à « nier la révolution elle-même », en faisant le silence sur son objectif fondamental qui est la société sans classes, rassemblant tous les travailleurs au-delà de leurs différences nationales, objectif en fonction duquel s'est toujours fait dans le mouvement ouvrier le partage entre sa composante révolutionnaire et sa composante réformiste... il faut rompre avec la société capitaliste et un pouvoir de classe qui est la dictature du Capital, et instaurer le nouveau pouvoir, celui de la classe ouvrière et de ses alliés, désigné par Marx et Engels par l'expression de « dictature du prolétariat ».

Enfin la lettre des 9 enfonce le clou en flétrissant les tentatives opportunistes de la direction du PCF d'arrondir les angles sur les différences et oppositions réelles entre le PS et le PCF en parlant « d'originalité ou de sensibilité communiste (au lieu) de théorie révolutionnaire en oubliant le principe « sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire ». Que devient alors le Parti ? Un Parti qui défend les intérêts des travailleurs et lutte avec eux, comme le dit la résolution, pour leurs revendications ? Mais cela ne suffit pas. Les travailleurs ont leur syndicat révolutionnaire de classe, pour cela. Le projet de résolution avance une nouvelle définition : « parti de gouvernement »... En s'affirmant « Parti de gouvernement » sans autre précision, comme si les communistes étaient des « participationnistes » à tout crin, ne s'engage-t-on pas dans la conception d'un parti « social-démocrate » directement intégré comme l'un des rouages de l'appareil d'Etat bourgeois ? Cette tendance s'affirme d'une autre manière. Le parti révolutionnaire se définirait essentiellement et d'abord par l'importance de son influence (électorale ou autre) sur les travailleurs. Cette conception est conforme à la stratégie du « pas à pas » du « socialisme autogestionnaire dès maintenant » fondée uniquement sur une majorité électorale... Le Parti a pour devoir de lutter pour acquérir la plus grande influence – électorale ou autre – parmi les travailleurs. Mais il se définit comme parti révolutionnaire par sa théorie, son programme et sa pratique révolutionnaires ».

Partant de cette critique pertinente dans l'ensemble, la lettre des 9 s'attaque à « l'autre sujet de préoccupation grave : celui de la vie démocratique du parti fondée sur le centralisme démocratique. Le centralisme démocratique est à coup sûr l'un des principes essentiels de l'organisation communiste. Il s'oppose à la conception social-démocrate d'un parti formé de tendances qui se querellent face à l'ennemi de classe. Selon le centralisme démocratique, on discute, on confronte les points de vue à la lumière de la théorie et de la pratique communistes, mais on agit ensemble, on applique ensemble les décisions de la majorité. Mais le centralisme démocratique fait partie d'un tout. Il fait partie de la théorie et de la pratique révolutionnaires. Il est UN des principes d'organisation du parti marxiste-léniniste. Quand tous les principes sont rejetés, y compris dans les statuts, alors le centralisme démocratique devient le support d'une politique révisionniste et d'une pratique anti-démocratique dans le Parti... Or que se passe-t-il aujourd'hui dans le parti ? (...) Toutes les décisions viennent du sommet et les militants privés de toute information préalable pour en discuter, sont invités à les appliquer. Il leur arrive de plus en plus souvent d'être informés après coup, par la télévision, les médias, des

décisions les plus importantes du Parti, comme ce fut le cas pour l'abandon de la dictature du prolétariat, le ralliement à la force de frappe, à l'élection au suffrage universel de l'Assemblée Européenne... Ils se trouvent à une activité qui les transforment en simples colleurs d'affiches, vendeurs de journaux, collecteurs de fonds, tâches accomplies avec dévouement par des milliers de camarades qui méritent d'être traités comme des militants au sens plein du terme. Cette situation nuisible au parti est devenue intolérable. Comme est devenue intolérable la pratique, contraire d'ailleurs aux statuts, qui consiste à proclamer que des militants qui expriment des désaccords « se mettent d'eux-mêmes hors du Parti ». Nous affirmons notre désaccord complet... nous n'admettons pas que des mesures administratives puissent remplacer le combat politique qui mettrait en lumière les dangers de l'opportunisme et du révisionnisme dans le parti... C'est la volonté de servir notre parti, la cause de la classe ouvrière, du progrès, de la paix et du socialisme qui nous a conduits à adresser cette lettre au Comité Central ».

Cette première critique interne des déviations droitières du PCF montre que le « programme commun » puis la première participation au gouvernement dirigé par le PS en 1981 ont été des étapes décisives dans la « mutation » idéologique du PCF. Il est frappant de constater que tous les passages cités de la lettre des 9 de novembre 1981 peuvent être aujourd'hui vérifiés concrètement dans la politique et la pratique capitulaire du PCF social-démocratisé d'aujourd'hui.

Chaque abandon théorique s'est matérialisé dans des faits concrets palpables qui ont conduit à l'effondrement militant et électoral du PCF. En fait les travaux pratiques de la collaboration de classe au gouvernement du PCF d'abord en 1981 puis en 1997 n'ont fait que confirmer l'enseignement majeur d'Engels en 1894 : « *Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au nouveau gouvernement - mais toujours en minorité. Cela est le plus grand danger. Après février 1848, les démocrates socialistes français(...) ont commis la faute d'accepter des sièges pareils. Minorité au gouvernement des républicains purs, ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs, qui prétendaient l'y représenter* » (La révolution italienne à venir et le Parti Socialiste – p. 486).

A chaque étape du processus de social-démocratisation du PCF, des communistes restés à l'intérieur se sont opposés à la direction social-démocrate juchée à la tête du Parti. Ce fut le cas de la lutte menée par les 9 en 1981, de la lutte contre la « mutation » qui fut à l'origine de la fondation de la Coordination Communiste en 1991, de la lutte contre les travaux pratiques de la seconde participation au gouvernement PS au congrès de Martigues en 2000.

Toutes ces oppositions internes et externes au PCF résultent du processus qui a conduit la « gauche plurielle » à devenir la « gauche plus rien » dont le sceau de naissance a été le « programme d'union de la gauche » et le « gouvernement d'union de la gauche » qui ont favorisé en même temps les

abandons programmatiques, stratégiques et organisationnels par le PCF de la voie révolutionnaire de la lutte de classe.

La direction du PCF n'ayant jamais voulu rompre réellement et définitivement avec le PS a donc laissé le terrain « libre » au processus interne de démarcation jusqu'à la séparation au sein du PS entre sociaux démocrates libéraux et sociaux démocrates alter et/ou anti libéraux. La ligne centriste qui consiste à utiliser un verbiage de « gauche » pour camoufler une politique libérale de droite, ce que Hollande a fait lors de la campagne présidentielle de 2012 en se proclamant « candidat contre la finance », ne pouvait qu'engendrer le « macronisme » actuel. C'est aussi de ce processus qu'a surgi la scission du PG avec le PS, puis aujourd'hui la mise en place de la FI. Les collectifs anti-libéraux et le Front de Gauche, dominés par le PCF incapable de rompre avec le PS, sont des moments de la différenciation entre sociaux libéraux et anti-libéraux tant dans le PS que dans la « gauche » en général engendrée par la formidable victoire du NON populaire et de classe au TCE de 2005.

Le PCF social démocratisé n'a pas vu et ne pouvait pas voir que le PS, toujours plus libéral et partageant le programme unique libéral imposé par l'UE dominé par le capital allemand à tous les Etats membres, s'enfonçait dans le discrédit total et allait vers l'implosion. Ce qui devait arriver arriva, le rejet du PS, parti libéral de la « gauche du capital », par les milieux populaires jusqu'ici dupés, se porta, non vers le PCF ombilicalement lié au PS, mais sur le tribun candidat à la présidentielle du Front de Gauche en 2012 puis sur la France Insoumise en 2017 qui, eux, affichent leur rupture assumée avec le libéralisme honni du PS. La séparation au sein du PS entre libéraux et alter/anti-libéraux est l'expression d'une révolte de plus en plus visible d'une majorité des « classes moyennes » de plus en plus paupérisées. Or la direction social-démocrate du PCF agit dans les faits, non comme représentant de la classe ouvrière, des classes populaires, mais comme si il pouvait y avoir deux partis sociaux démocrates dans ce pays. Terrible illusion opportuniste qui le fait apparaître en raison de sa ligne eurocratique comme un parti larbin du PS et ses démembrements comme *Génération*s d'Hamon.

La question de « l'identité » communiste du PCF ne peut ainsi être réduite à l'adhésion au PCF. La prise de conscience de cette réalité par les communistes encore à l'intérieur du PCF est fondamentale pour aller de l'avant dans le processus de reconstruction communiste.

C'est pourquoi il est clair que l'enfermement dans le face à face interne avec la direction social-démocrate du PCF totalement séparé du combat externe contre le PCF social-démocratisé, mais qui garde le nom de PCF, sont deux voies de garage du combat nécessaire pour la reconstruction communiste. Il y a un lien dialectique à définir entre combat interne et externe de la part des communistes dans et hors du PCF.

La dialectique de l'unité d'action stratégie des communistes dans et hors du PCF et d'élaboration d'un programme révolutionnaire à opposer à la social-démocratie/alter libérale à la tête du PCF et à la social-démocratie libérale PS, tous eurocratiques, est la seule voie pour vaincre idéologiquement et politiquement le réformisme dominant dans le mouvement ouvrier et populaire.

Cette unité d'action stratégique des communistes dans et hors du PCF pour se lier aux masses doit se manifester sur le terrain des luttes de classe et dans le syndicalisme de lutte de classe.

Mais elle ne peut, non plus, par sectarisme boudier la nécessaire alliance tactique avec les sociaux démocrates anti-libéraux de la France Insoumise, y compris sur le plan électoral. Les communistes dans et hors du PCF doivent par leur alliance stratégique organiser la rupture totale et définitive avec le PS libéral pour vaincre la direction opportuniste du PCF.

L'évolution du combat de classe des résistances sociales anti-libérales aux luttes anticapitalistes dépend de la capacité des communistes organisés ou en réseaux éparpillés dans et hors du PCF à forger leur unité d'action stratégique, étape vers leur unification dans un seul et même parti communiste reconstruit. Dans cette unité d'action stratégique, ils doivent œuvrer par le débat idéologique à jeter les bases du programme de la révolution socialiste-communiste.

Ce travail de reconstruction du Parti Communiste dont le prolétariat et le peuple ont besoin doit partir des éléments de critique révolutionnaire que la lettre des 9 avait ébauché en novembre 1981 et complété par les exigences programmatiques des sorties de l'euro, de l'UE, de l'OTAN, de Tafta/Ceta, de lutte intransigeante pour une laïcité qui unifie notre classe ouvrière contre l'arabophobie, la négrophobie, la rromophobie, l'islamophobie, pour l'égalité des droits, de lutte contre le néo-colonialisme français, de lutte pour la paix contre les guerres de l'OTAN/USA/UE/France impérialiste et pour l'internationalisme prolétarien, notamment la solidarité avec les rescapés du camp socialiste dans leur lutte pour l'édification pacifique du socialisme (Cuba, RPDC, Vietnam, Chine, Népal, Laos, etc).

Voilà pourquoi il nous semble important que soit étudiée la lettre des 9 au CC du PCF de novembre 1981 à la lumière de l'évolution réformiste social-démocrate du PCF, des résistances des communistes dans et hors le PCF jusque de nos jours et des conditions actuelles de la lutte des classes au plan national et international.

CHB, juin 2018



De gauche à droite: Manifestation du PCF ironisant sur la propagande anticommuniste de l'époque, dans les années 20. André Marty, avec deux compagnons marins mutins de la Mer Noire, ayant refusé de combattre la Russie des Soviets en 1917. André Marty, Maurice Thorez et Paul Vaillant Couturier en compagnie de camarades de Parti incarcérés pour avoir milité contre la guerre coloniale du Rif (Maroc). Henri Rol-Tanguy et ses camarades en Espagne, engagés dans les Brigades Internationales contre le fascisme, 1936.



De gauche à droite: Manifestation en 1936 lors de la grande grève générale du Front Populaire. Mineurs en grève en 1936. Lancement de la campagne électorale pour un Front Populaire, à l'appel de Maurice Thorez en 1935. Une section du PCF dans la région parisienne en 1936.



De gauche à droite: Grandes grèves des mineurs du Nord Pas de Calais en 1941 contre l'occupation et les spoliations nazies, lors desquelles des dirigeants communistes comme Emilienne Mopty et Michel Brulé furent exécutés en martyrs. Henri Rol-Tanguy, communiste et héros de la résistance, avec ses camarades FFI en 1944. Martha Desrumeaux, dirigeante communiste et célèbre résistante, féministe, ex-déportée à Ravensbrück. Dirigeants du PCF plus grand parti de France, Maurice Thorez et Ambroise Croizat deviennent ministres du gouvernement provisoire à la Libération en 1945.



De gauche à droite: Meeting du PCF en 1972 en présence de Marie Vaillant Couturier, la militante communiste Black Panthers Angela Davies, Gaston Plissonnier et la célèbre cosmonaute soviétique Valentina Terechkova. Benoît Frachon à la tête de la puissante CGT, en compagnie du candidat Jacques Duclos, qui obtiendra le score de 21.3% aux élections présidentielles de 1969. Charles Séguy, Valdeck Rochet, Georges Marchais, Jacques Duclos et Jeannette Thorez-Vermeersch lors d'une des grandes manifestations de mai 1968.

LETTRE AU COMITÉ CENTRAL NOVEMBRE 1981

*Document reproduit par
le Cercle Henri Barbusse (2018)*

BOUVARD Georges

Adhésion au Parti: 1938. Ancien dirigeant des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique sous l'Occupation, ancien interné de la Résistance ancien journaliste à « Ce soir » et à « l'Humanité » de 1947 à 1977.

HENTGES Pierre

Adhésion au Parti : 1926. Fils de fusillé détenu politique, évadé, Médaillé de la Résistance ancien chef de la rubrique de politique internationale à l'Humanité, ancien attaché au Cabinet de Maurice Thorez.

MEROT Jean

Adhésion au Parti : 1935. Arrêté en mars 1941, condamné à mort par Vichy, Lieutenant au bataillon d'Eysses, déporté à Dachau, ancien journaliste et rédacteur en chef - adjoint à l'Humanité de 1958 à 1976.

SALEM Jean

Adhésion au Parti : 1967. Ancien Secrétaire du Cercle Philo à la Sorbonne professeur agrégé de philosophie à Lille.

THOREZ-VERMEERSCH Jeannette

Adhésion au Parti : 1928. Membre du Bureau politique de 1950 à 1968 ancien Député de Paris, ancien Sénateur de la Seine.

TIREUX Paul

Adhésion au Parti : 1934. Ancien FTPF, arrêté deux fois sous l'Occupation, évadé et déporté à Neuengamme, Médaillé de la Résistance, Chevalier de la région d'honneur au titre de la Résistance.

TURPIN Louis

Adhésion au Parti : 1934. Combattant de la Résistance -interné résistant ancien Conseiller Municipal de Paris, ancien collaborateur du Comité central.

ZAFFAGNI Jean

Adhésion au Parti : 1944. Ancien Secrétaire fédéral de Meurthe et Moselle, ancien membre du Comité exécutif CGT / Métaux de Meurthe et Moselle ancien Maître-adjoint de Tomblaine.

FRYDMAN Marcel est également signataire de cette lettre.

Camarades,

Au moment où se trouve convoqué le 24ème Congrès, nous sommes amenés à nous poser, comme tant d'autres militants, la question capitale suivante : « Où va le Parti Communiste Français ? ». Depuis Juin 1981, le parti a lié son sort à l'expérience politique conduite par le Parti socialiste, placé en situation dominante, après la défaite de la droite aux élections présidentielle et législatives. Cette expérience peut-elle répondre aux aspirations exprimées, même confusément, par la majorité des travailleurs et démocrates en faveur de transformations économiques, sociales, démocratiques profondes qui permettraient de trouver une issue à la crise actuelle dont les effets se prolongent avec l'aggravation du chômage, l'inflation, la stagnation de la production, voire son recul dans d'importantes branches industrielles ?

Les forces réactionnaires ont subi un revers sérieux mais elles sont loin d'être vaincues. Et même temps, notre Parti enregistre un recul grave, recul historique qui tend à effacer 50 ans d'efforts et de sacrifices inouïs accomplis par d'innombrables militants pour faire de leur Parti le premier à gauche, le premier en France. Dans cette situation particulièrement difficile, trop de questions demeurées trop longtemps sans réponse sont posées par les communistes. Peut-on s'étonner de leur inquiétude, de leurs doutes, même du découragement qui s'empare de certains d'entre eux ? Il est du droit et même du devoir de chaque militant de demander que la clarté soit faite sur les engagements qu'on exige de lui. Cette clarté, le Congrès sera-t-il en mesure de l'apporter, afin que le Parti se mobilise dans un même combat ? Nous le souhaitons. Mais force est de constater que le Projet de Résolution soumis à la réflexion des militants ne va nullement dans ce sens. A travers la grande confusion de ce texte apparaît la préoccupation de masquer la responsabilité de la Direction du Parti dans la défaite. Dans ces conditions, nous sommes conduits à poser dans le débat

qui va se dérouler jusqu'au Congrès toute une série de questions. A ceux qui seraient tentés de nous reprocher la forme collective de notre initiative, nous répondons sans hésiter qu'une situation exceptionnelle appelle une démarche exceptionnelle. Le Parti, en tant qu'organisation politique révolutionnaire de la classe ouvrière est en danger. Nous ne pouvons plus nous taire sans faillir à tous nos devoirs de communistes.

I - Pourquoi notre recul ?

Les débats préparatoires au Congrès permettront-ils aux militants de faire enfin la lumière sur une défaite qu'ils ressentent cruellement et dont ils ont besoin de mieux connaître les causes afin de commencer à remonter la pente ?

Le Projet de Résolution si critique à propos des décennies précédant 1976, ne consacre que cinq lignes (pas une de plus) à la campagne présidentielle et à l'activité du Parti depuis le 23ème Congrès. Est-ce sérieux ? A qui fera-t-on croire que les raisons majeures de notre recul remontent à 1956 et qu'un redressement s'est opéré à partir du 22ème Congrès, alors que précisément depuis 1976 les échecs se sont accumulés, le Programme Commun a fait naufrage et le Parti s'est trouvé réduit à 15% ?

Pour une réflexion objective sur la période 1956-1976, la Direction du Parti se doit de publier les documents essentiels de cette période, comme ceux du 14ème Congrès du Parti en 1956 (voir annexe), du 20ème Congrès du PCUS, de la Conférence internationale des Partis Ouvriers en 1960, le Manifeste de Champigny en 1968, afin que la jeune génération qui n'a pas vécu cette époque puisse juger sur pièces et non à partir d'un procès tendancieux. Ces jeunes militants constateraient qu'en fait de « retards » les problèmes de la coexistence pacifique, du passage pacifique au socialisme, des voies originales pour chaque nation

d'édifier le socialisme en tenant compte de ses traditions étaient déjà largement débattus... bien avant 1976! Naturellement, s'il faut comprendre que le Parti ne s'est pas engagé suffisamment tôt dans la voie réformiste, le projet de résolution est parfaitement justifié. En tout cas, les résultats électoraux constituent un test déjà significatif. Le rapport des forces PC-PS s'établit ainsi, en prenant pour critère les élections législatives :

	PCF	PS
2 Janvier 1956	25,50%	14,50% *
23 Novembre 1958	18,80 %	15,50%
18 Novembre 1962	21,84%	12,54%
5 Mars 1967	22,46 %	18,79% **
22 Juin 1968	20,08 %	16,50%
4 Mars 1973	21,34%	20,55% ***

* PS intégré au Front Républicain

** PS + FGDS

*** PS + UGDS

Malgré la guerre d'Algérie, malgré les difficultés de la lutte que le Parti menait seul en tant que parti contre cette guerre et le coup de force gaulliste qui explique ce recul, le Parti demeure le premier à gauche, le premier en France devant l'UNR.

Le Parti demeure donc durant toute cette période, le premier à gauche, le premier en France. Voilà pour ce passé, si décrié. Or, en 1978, le rapport est inversé. En juin 1981, c'est l'effondrement. Les chiffres contredisent les affirmations de la Résolution.

	PCF	PS
Juin 1978	20,60%	22,60 %
Juin 1981	16,1 %	37,40 %

Le scrutin présidentiel, nous dit-on encore, est particulièrement injuste et désavantageux pour un candidat communiste. C'est vrai. Mais, tout de même, en 1969, dans des conditions également difficiles, Jacques Duclos recueillait 4.818.000 voix et 21,72%. En mai 1981, malgré 6 millions de nouveaux électeurs inscrits, avec le droit de vote à 18 ans, Georges Marchais n'obtenait que 4.456.000 voix, soit 15,35 %. (Là encore, laissons parler les chiffres.)

Qu'attend, d'ailleurs, la Direction du Parti, si elle se veut conséquente avec elle-même (elle qui reconnaît dans le Projet de résolution avoir « sous-estimé la sérieuse menace que constituait pour notre Parti le mécanisme institutionnel ») pour réclamer à nouveau la révision d'une Constitution foncièrement antidémocratique et dont s'accommode fort bien F. Mitterrand qui a déclaré : « J'exercerai dans toute leur plénitude les pouvoirs que me confère la Constitution » ?

L'affaiblissement du Parti ne peut se mesurer seulement aux résultats électoraux. Ne convient-il pas de s'interroger sérieusement sur les raisons du recul sensible du courant révolutionnaire dans la jeunesse, chez les intellectuels et autres « couches nouvelles », également-ce qui est particulièrement préoccupant- dans la classe ouvrière, au profit du courant réformiste et social-démocrate ?

II - L'expérience actuelle de la gauche et ses liens avec notre stratégie unitaire

Le Projet de Résolution justifie sans restriction aucune notre participation à l'expérience actuelle et reste muet sur les conditions de notre engagement. Ce sont les conditions et non le principe de la participation qui sont pour nous, en cause. Si le Programme Commun avait le tort d'être resté un « accord de sommet » que dire de l'accord gouvernement de juin 1981, conclu en quelques heures, sans qu'aucune organisation de base du Parti ait eu à en connaître ?

Le Projet nous dit : « Il n'est nullement fatal que la situation actuelle engage le pays dans une expérience social-démocrate ». Quel aveu ! Ainsi la Direction du Parti a délibérément choisi, sans le dire, d'engager tout le parti dans une expérience fortement promise, dès le départ à demeurer social-démocrate. Sans doute, ajoute-t-on que la lutte des travailleurs peut faire échec à cette « fatalité » ! Mais comment ?

Que penser d'un Projet qui énumère les raisons que nous avons de ne pas « capituler » en 1977, avant de légitimer l'accord de 1981 ? Avec 20% d'influence électorale en 1977, nous aurions été mal placés vis-à-vis du PS, tandis qu'avec 15/16% en 1981, le rapport des forces serait devenu favorable pour un accord ? En septembre 1977, accepter un Programme Commun en partie vidé de son contenu c'était... « conclure un accord politique positif ». La démonstration est réussie pour nous faire mesurer l'ampleur de la capitulation (pour reprendre le terme du projet) de juin 1981 !

Par quel miracle, le programme de Mitterrand, ce plomb vil, en or pur s'est-il changé au point de faire dire au Secrétaire Général : « Sur 110 propositions de F. Mitterrand, je suis d'accord sur au moins 100... » ? Le premier principe sur lequel est fondée notre stratégie unitaire est celui de la clarté du programme et de son contenu. Or, quelle vision claire les militants, plus généralement les travailleurs, peuvent-ils avoir après tant de déclarations contradictoires ? Comment l'accord gouvernemental de juin 1981 (qui se résume en un point unique : appliquer les engagements électoraux de F. Mitterrand) pourrait-il éclairer leur combat ? Nous constatons que le Projet de Résolution ne contient pas de programme propre au Parti. Le deuxième principe fondamental de notre stratégie unitaire, c'est que l'union est un combat. Combat pour créer les conditions de succès des luttes pour les droits économiques, sociaux, politiques des travailleurs, pour assurer le succès des luttes en faveur de la paix, du désarmement ; pour faire prévaloir les positions révolutionnaires (capables de nous conduire à la victoire du socialisme) sur les positions réformistes. Or, comment mener ce combat ou même l'engagement quand on se trouve lié avec F. Mitterrand par une « solidarité sans faille » ? Que pense du PS la direction du Parti ? Considère-t-elle, après l'avoir tant accusé de « virage à droite » qu'il a définitivement quitté le terrain de la collaboration de classe ? Nous dira-t-on que la présence de ministres communistes permet d'infléchir l'action gouvernementale ? Mais ne se trouvent-ils pas, plus que tous autres, ligotés par cette même « solidarité » (comme des « otages » ou des « cautions ») ? « Le contrat qui nous lie suppose que les minorités s'inclinent devant les majorités, une fois terminée la discussion démocratique. Après quoi la

discipline doit jouer... » Cela est dit par F. Mitterrand à propos des municipalités. A plus forte raison, la règle s'applique-t-elle au gouvernement. La nécessaire unité d'action à la base avec les travailleurs socialistes n'impliquait pas de s'engager à appliquer la politique de F. Mitterrand « *y compris à l'entreprise ... en respectant les fonctions propres des institutions et des partis* » ! Ce qui ne peut signifier dans les conditions de l'accord que le renoncement à combattre sur le terrain essentiel de la lutte de classe ; à savoir l'entreprise, l'influence réformiste. N'est-ce pas ainsi qu'il faut interpréter le fait que la motion Jospin au Congrès de Valence parle à ce propos « d'acquis historique » ?

Ainsi se trouve vidé également de son contenu cet autre principe fondamental de notre stratégie unitaire : c'est le mouvement des masses, c'est l'aptitude de notre Parti à l'organiser et à l'amplifier qui sont décisifs pour mettre en échec l'opposition acharnée à toute transformation démocratique des forces réactionnaires, intérieures et internationales, dont la pression s'exerce sur le PS. Dans ces conditions, il y a tout lieu de craindre que « les avancées à petits pas » dont nous nous flattons n'aboutissent à une gestion social-démocrate de la crise. Déjà, un réactionnaire comme A. Peyrefitte se félicite (L'Express du 16-22 octobre) de voir s'ouvrir en France l'ère d'une « alternance » qui permettrait aux sociaux-démocrates et aux réactionnaires d'occuper tour à tour le pouvoir, en réduisant le Parti à un rôle marginal.

III – Premier bilan économique et social

Dans le domaine essentiel de la politique économique et sociale, les premiers mois d'activité du gouvernement socialiste à participation communiste, démentent-ils ces craintes à propos d'une expérience évoluant vers une pure et simple gestion social-démocrate de la crise ? Assurément pas. Pourquoi le Projet de résolution reste-t-il muet sur les mesures concrètes qui intéressent directement tous les travailleurs ? Il est clair que la gravité et la profondeur de la crise appellent un ensemble de mesures d'envergure afin de porter un coup sévère à la domination de la grande bourgeoisie, de prévenir la contre-offensive prévisible des forces réactionnaires à l'intérieur et à l'extérieur, de créer un puissant mouvement populaire en satisfaisant les revendications essentielles posées par les travailleurs pour l'immédiat. Le mot « changement » terme imprécis, s'il en est, a pour eux un sens concret : c'est l'augmentation substantielle des salaires, complétée par des mesures jugulant l'inflation, des mesures conséquentes pour faire reculer le chômage, la retraite à 60 ans, pour les hommes et 55 ans pour les femmes, les 35 heures, les droits nouveaux à l'entreprise, une politique de désarmement et de paix. Les travailleurs ont certes bénéficié d'un certain nombre d'avantages immédiats touchant spécialement les plus « défavorisés » : hausse du SMIC et des petits traitements, mais sans grande répercussion sur l'échelle des salaires, hausse de l'allocation vieillesse, des allocations familiales, des allocations logement, amnistie, réintégration de certains sanctionnés, etc. Avantages non négligeables, bien sur, mais tout de même très en retrait par rapport aux attentes les plus modestes. La revalorisation réelle du SMIC, par exemple, atteint à peine 3,5% alors qu'en 1968, l'augmentation avait été de 30%...

En même temps, s'abattait sur eux une avalanche de hausses de prix : métro (+ de 25%), SNCF (+11%), essence (double hausse en trois mois), électricité (+15%), gaz (+17%), chauffage (+21%) tabac (+15%), timbres-poste (+13%), loyers (+10 à 13%), sans compter les hausses nombreuses annoncées pour 1982. Fin septembre, les fonctionnaires, par exemple, constataient que leurs traitements seraient majorés de 10,8% pour l'ensemble de l'année 1981 et que l'indice officiel des prix atteignait déjà +11%, sans compter les trois derniers mois à courir. La régression de leur pouvoir d'achat était donc évidente.

En outre, la loi de Finances pour 1982 (tout en exemptant les « smicards ») prévoit un prélèvement fiscal qui atteint non seulement les revenus moyens, mais également les revenus modestes. La lutte contre le chômage est certes inscrite comme priorité des priorités, mais les mesures décidées : recrutement de quelques dizaines de milliers de fonctionnaires, contrats-solidarité pour l'embauchage des jeunes, n'ont pas empêché le chômage de croître encore. Fin octobre, le nombre des demandeurs d'emplois atteignait 2006000, en augmentation de 27% sur l'année précédente. Et la seule ambition du gouvernement est de stabiliser le chômage à ce niveau, jusqu'à la fin de 1982.

Pour la réduction du temps de travail, les travailleurs attendaient une loi consacrant les 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaires. Cette loi n'est même pas à l'état de projet. Restent les nationalisations, réforme la plus importante de cette période. La nationalisation de 36 banques, 2 sociétés financières, 5 groupes industriels et de la sidérurgie constituent évidemment une mesure d'importance, même si nous la considérons comme notoirement insuffisante pour réduire la domination du grand capital.

Mais il faut être clair. Les nationalisations (combien de fois l'avons-nous répété!) demeurent une réforme démocratique au sein du système économique de la bourgeoisie. Celles qui viennent d'être décidées peuvent permettre un contrôle du crédit et des investissements, une impulsion notable pour la production nationale dans de nouveaux secteurs industriels, de nouvelles garanties pour les droits des travailleurs. Toutefois, cette partie du projet a été ajournée et en attendant les travailleurs des « nationalisés », comme ceux de Renault, doivent toujours mener de rudes combats contre leur patron : l'État, aussi positive que soit cette réforme démocratique, il ne peut s'agir « d'avancées vers le socialisme ».

Parler de socialisme à ce propos c'est répandre des illusions parmi les travailleurs. Dans les groupes, comme Dassault, comme Matra, les capitalistes gardent tout contrôle et des filiales essentielles comme le groupe Hachette échappent à la nationalisation. Quant à Paribas, on sait comment ses patrons ont réussi à soustraire à la loi sa principale filiale belge. Le gouvernement, d'ailleurs, ne peut prétendre qu'il a ignoré de telles manœuvres. La vérité est qu'il a laissé faire, cédant à la pression du grand patronat. Nous touchons là le deuxième aspect de la politique gouvernementale de cette période. Le grand patronat après avoir spéculé à la hausse des valeurs nationalisables va rafler l'essentiel des quelque 35 milliards versés au titre de l'indemnisation. Pour ce qui est de la note à payer, l'affaire est encore plus claire : le grand patronat a

supporté pour une part dérisoire la charge représentée par les mesures sociales avec la taxe exceptionnelle en juillet (4 milliards) et l'impôt sur la fortune (largement vidé de son contenu).

A ce propos, il est révélateur d'entendre le Premier Ministre proclamer, avec émotion qu'il n'est pas question de « taxer l'outil de travail ». Expression d'une superbe hardiesse qui assimile des entreprises valant des centaines de milliards à des « outils de travail », au même titre que la clé à molette ou le chalumeau de l'ouvrier. La charge essentielle est retombée sur la Sécurité Sociale (qui a supporté la moitié de l'augmentation du SMIC), sur l'emprunt à 16,40% d'intérêts, les taxes indirectes et les impôts nouveaux, payables par tous. Il conviendrait aussi de faire le décompte des dizaines de milliards distribués aux entreprises à titre d'encouragement, soit pour les investissements, soit pour l'emploi : 36.000F versés aux patrons pour chaque emploi à plein temps créé (on en prévoit 15000). Il faut y ajouter les allègements des charges sociales (6 milliards).

Pour combler le déficit de la Sécurité Sociale, le gouvernement a tout simplement repris à son compte les méthodes BARRE : à l'ensemble des salariés, aux fonctionnaires, aux retraités et pensionnés et... même aux chômeurs (!) (au dessus du SMIC), il réclame avec l'augmentation de 1% de leurs cotisations la moitié des recettes nouvelles (14 milliards); les patrons, eux, sont sollicités pour quelque 8/10 milliards, alors que leurs dettes envers la Sécurité Sociale représentent le double. Au titre de la « solidarité » avec les chômeurs, les travailleurs sont invités à accepter une baisse de leur pouvoir d'achat et le Ministre des Finances, Delors a ressorti des anciens cartons ministériels (du temps où il était principal conseiller de Chaban-Delmas) les bonnes vieilles recettes appréciées du patronat comme « la politique des revenus ». Il propose d'indexer les salaires sur une hausse des prix qu'il promet de limiter à 10% en 1982 ! Le « changement à gauche » ne serait-il rien d'autre qu'une version de la « Nouvelle Société » de Chaban-Delmas ?

L'ensemble de ces mesures illustre parfaitement le « compromis » dont parle la motion Jospin du Congrès de Valence. Compromis avec le grand patronat qu'on se propose d'intégrer « graduellement », à « petits pas » dans le « changement » et pourquoi pas dans le socialisme ! En présentant son Programme devant l'Assemblée, le 16 septembre dernier, le Premier Ministre, P. MAUROY, lançait à tous les patrons de France et de Navarre cet appel pour les rassurer : « Les chefs d'entreprises comprendront-ils que la gauche au pouvoir apporte aux entrepreneurs ce que la droite n'a jamais pu leur assurer : un climat social de négociation et non d'affrontements, une planification qui balise l'avenir ? »

Un peu plus tard, F. Mitterrand, lui même, disait : « L'opposition devrait comprendre qu'elle a le meilleur gouvernement possible dans les circonstances économiques et politiques actuelle ! ». Pause sociale et profits toujours assurés pour les patrons, « austérité démocratique » pour les travailleurs : est cela le « changement » ?

IV - Quels changements en politique internationale ?

Le rapport des forces internationales favorable aux forces de paix, de progrès et du socialisme, en raison de la puissance du camp socialiste, de l'ampleur des luttes anti-impérialistes et du développement du mouvement ouvrier et démocratique demeure une donnée essentielle de la situation internationale aujourd'hui. Cette donnée permet d'assurer la paix et ouvre des possibilités nouvelles considérables pour le passage pacifique au socialisme dans notre pays. En même temps, l'impérialisme en crise, sous la conduite de l'impérialisme américain, multiplie ses interventions et agressions pour s'opposer au développement des forces de progrès et modifier, en sa faveur, le rapport des forces. Il brandit même la menace d'une guerre nucléaire. Le Projet de Résolution enregistre ces données. Il souligne le rôle positif du socialisme dans l'évolution mondiale. Il reconnaît les mérites du socialisme réel ainsi que la nécessité de prendre appui sur les forces du socialisme, du progrès et de la paix pour promouvoir une expérience démocratique en France.

Il est impossible, cependant, de ne pas noter la contradiction éclatante entre ces intentions, telles qu'elles sont affichées, et les réalités de la politique internationale du gouvernement auquel nous nous trouvons liés par « une solidarité sans faille ». En réalité, cette politique se traduit surtout par une belle continuité avec celles des précédents gouvernements de droite, voire une aggravation.

- Continuité dans les ventes d'armes. Continuité dans la présence militaire (15000 soldats) en Afrique pour le soutien du système « néocolonialiste ».

- Soutien plus affirmé à Israël et approbation des accords de camp David, c'est à dire, de la « paix américaine » au Proche-Orient.

- Continuité dans la politique de surarmement avec l'augmentation du budget militaire (+17,63%), la construction du 7ème sous-marin atomique, l'achèvement des études sur la bombe à neutrons.

- Aggravation avant tout et surtout dans la politique atlantiste, avec l'acceptation de la fabrication aux USA de la bombe à neutrons, l'approbation de la thèse américaine sur « l'équilibre des forces » pour justifier les plans de l'OTAN d'implantation en Europe de nouvelles fusées US. Significative de cette aggravation, la déclaration de CHEYSSON à Madrid pour appuyer l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN : « *L'alliance atlantique pour nous, c'est quoi ? La défense de valeurs fondamentales, j'allais dire de valeurs chrétiennes, de valeurs de civilisation contre le totalitarisme. Voilà ce qu'est l'alliance atlantique pour un socialiste français, pour un socialiste humaniste.* » Propos qui éclairent d'un jour particulier le discours « humaniste » de F. Mitterrand à Mexico. La déclaration incendiaire de Reagan sur la possibilité d'une « guerre nucléaire limitée » en Europe qui a soulevé une tempête en RFA, n'a ébranlé ni les murs du Quai d'Orsay, ni ceux de l'Élysée. Au contraire, c'est le moment choisi par le PS et F. Mitterrand (cf. la motion Jospin au Congrès de Valence) pour fustiger « le neutralisme » en Europe et voler ainsi au secours de Schmidt contre le mouvement pacifiste allemand. En opposition avec les positions de nombreux partis socialistes, engagés dans la lutte pour le désarmement, contre

l'installation des fusées US en Europe. Le CERES (tendance Chevènement) qualifie lui-même (dans sa revue) de « globalement atlantiste », la politique de F. Mitterrand et C. Cheysson. Parallèlement, notre Projet de résolution réaffirme « le respect des alliances » c'est-à-dire l'engagement de la France dans l'Alliance Atlantique.

Une situation sérieuse est en train de se créer, la relance de la course aux armements par les USA, leurs menaces directes placent le monde et particulièrement l'Europe face à un grave danger. La défense de la paix est, pour tous les peuples, redevenue une tâche capitale de l'heure. Nous nous félicitons de la manifestation du 25 octobre qui a répondu au désir de paix de notre peuple. Nous souhaitons le développement du Mouvement de la paix, malheureusement affaibli par les contradictions des orientations actuelles du Parti. Si « retard » il y a à déplorer, c'est bien dans ce domaine ! En effet, comment accepter de participer à la course aux armements en France, en approuvant l'augmentation des crédits militaires, le 7ème sous marin atomique, la mise au point de la bombe à neutrons pour la France et combattre le surarmement efficacement ailleurs ?

Comment, dans ces conditions, promettre en même temps, une grande politique sociale et reprendre à notre compte la déclaration de l'Église : « Les armes dévorent le pain des pauvres » ? Comment condamner la bombe à neutrons américaine et accepter la bombe à neutrons française qui s'intègre à la « maintenance » de la force de frappe ? Cette force de frappe dont F. Mitterrand déclarait en Juillet, en visitant la base de l'Île Longue : « Cette force puissante de dissuasion contribue largement à la défense commune des Alliés au sein d'une Alliance que nous respectons ». Comment mettre sur le même plan l'impérialisme qui relance la course aux armements, aggrave les tensions et l'Union Soviétique et les autres pays socialistes qui mènent un combat incessant pour le désarmement général et la paix ?

En même temps, le gouvernement affiche un anti-soviétisme à peine déguisé :

- Les relations officielles avec l'Union Soviétique sont même en de ça de celles qui existaient du temps de Giscard ;
- Le PS (dans la motion Jospin, tendance mitterrandiste) affirme que la politique gouvernementale « tend à s'appuyer sur nos alliances traditionnelles pour stopper l'expansionnisme soviétique actuel » ; en Afghanistan, au Cambodge, en Pologne, le PS apporte son soutien aux forces de la contre révolution. C'est là se priver de l'appui des forces de progrès et de paix pour assurer le succès du mouvement démocratique en France, et aller à l'encontre d'une véritable politique de démocratie, de paix et d'indépendance nationale.

On reste confondu quand on lit dans le chapitre : « Le socialisme pour la France » que : « Dans le respect de ses alliances, la France (la France socialiste) peut ainsi pratiquer une politique active de non-alignement ». Proposition tout simplement absurde, car on ne peut à la fois rester dans l'Alliance atlantique et pratiquer le « non-alignement ». Mais, ajoute-t-on quelques paragraphes plus loin : « Cela aussi (le respect des alliances, donc le maintien dans l'Alliance Atlantique) détermine la voie française au socialisme, la seule qui permette tout en assurant ses bonnes relations internationales, de réaliser sans dommage les transformations

qui s'imposent ». Autrement dit, le seul moyen de passer sans dommage au socialisme est de rester dans l'Alliance Atlantique! Autre trait fondamental nous dit-on de la « voie française ». La cohésion du mouvement communiste international, sur la base de nos principes communs fondamentaux, le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, est une condition essentielle du progrès de la lutte pour la démocratie, la paix et le socialisme. Ce n'est, ni en proposant la reprise des relations avec les dirigeants chinois sur une « base claire » (quelle « base claire » trouver actuellement avec ceux qui manifestent, par exemple au Vietnam, au Cambodge, au Chili, en Afghanistan, en Europe, en Afrique, leur collusion avec l'impérialisme américain), ni en se félicitant, comme le fait le Projet de Résolution, de « l'eurocommunisme » entreprise de division du mouvement ouvrier international, que l'on peut contribuer à cette cohésion.

V - Qu'est-ce que le socialisme « à la française » ?

Le Projet de résolution propose aux communistes de ratifier ce qu'il appelle « notre conception du socialisme ». Ce socialisme, le Projet le définit comme un « socialisme démocratique autogestionnaire », « pour la France », un socialisme « à la française », réalisable « dès maintenant » et « pas à pas ». Cette conception du socialisme nous est présentée comme une nouveauté adaptée aux besoins de la France d'aujourd'hui, comme en enrichissement du marxisme.

Qu'en est-il en réalité ?

1 – Le Projet de résolution insiste abondamment sur « la voie française au socialisme », la « spécificité française » et même ce qu'il appelle « le cas de la France ».

Les communistes à commencer par les fondateurs du marxisme, n'ont jamais nié les particularités nationales. Au contraire, ils ont toujours souligné l'importance des facteurs nationaux dans la lutte pour le socialisme, pour expliquer la diversité des voies de passage au socialisme, et les traits particuliers aux sociétés où le socialisme est déjà réalité. La notion de « modèle » est étrangère au marxisme et n'a jamais figuré dans aucun document de notre Parti. Dans le même temps, contre toutes les déviations et les falsifications, les communistes ont toujours affirmé l'existence de lois générales de la Révolution, car la révolution et la société communiste qui est son objectif ne sont pas l'invention de quelques individus ou groupes sociaux, mais la conséquence nécessaire de la lutte des classes. Tel est le sens des propos de Waldeck Rochet à Champigny (décembre 1968) : « pour élaborer ses thèses sur le passage au socialisme en France, notre Parti communiste, lors de ses XVIIème et XVIIIème Congrès a tenu compte à la fois des lois générales de la révolution socialiste, valables pour tous les pays et des particularités, des traditions nationales qui sont le produit de l'histoire et qu'il importe de prendre en considération ». Mais il ajoutait aussitôt : « ... ni Maurice Thorez, ni nos récents Congrès n'ont commis la faute d'exagérer les particularités nationales ou de prendre position contre les lois générales de la Révolution, car ce serait nier la Révolution elle-même. » En affirmant que « le passage de chaque pays au socialisme et le socialisme qu'il édifie... sont toujours particuliers en leur

essence même », le Projet de Résolution aboutit précisément à « nier la révolution elle-même », en faisant le silence sur son objectif fondamental qui est la société sans classes, rassemblant tous les travailleurs au-delà de leurs différences nationales, objectif en fonction duquel s'est toujours fait dans le mouvement ouvrier le partage entre sa composante révolutionnaire et sa composante réformiste.

2 - Comment parler de « passage au socialisme » sans en analyser très sérieusement les conditions, sans expliquer pourquoi et comment il faut rompre avec la société capitaliste et un pouvoir de classe qui est la dictature du Capital, et instaurer le nouveau pouvoir, celui de la classe ouvrière et de ses alliés, désigné par Marx et Engels par l'expression de « dictature du prolétariat ». Waldeck Rochet, à une session du Comité Central de 1966, rappelait pour nous, communistes français, l'importance capitale de cette question en ces termes : « Par suite des usages différents qui ont été faits du mot « dictature » celui ci a pris dans le langage courant un sens tout à fait autre, voire opposé au sens scientifique que lui donnaient Marx et Engels ». Indépendamment de l'expression de Marx qui « peut donner lieu effectivement à des interprétations diverses et malencontreuses ce qu'il convient de retenir et d'établir, c'est le contenu que doit avoir le nouveau pouvoir des travailleurs, dans les conditions françaises ». Ne faut-il pas ranger au nombre des « interprétations diverses et malencontreuses » l'assimilation qui a été faite par la Direction du Parti de « dictature du prolétariat » et voie armée au socialisme et celle qui en découle naturellement entre voie armée au socialisme et celle qui en découle naturellement entre « voie pacifique » et « transformation graduelle, pas à pas » de la société ? Parmi les tâches essentielles du nouveau pouvoir des travailleurs, Waldeck Rochet en soulignait dans le même rapport deux qui résument l'essentiel de ce que les communistes entendent par « dictature du prolétariat » :

- Assurer la plus large démocratie pour tous les travailleurs et pour le peuple entier, afin de le faire participer à la construction socialiste et à la gestion, sous différentes formes, des affaires publiques ;

- Défendre le régime nouveau de démocratie socialiste contre les entreprises de sabotage organisée par les anciennes classes exploiteuses en vue de se ressaisir du pouvoir et de restaurer le capitaliste...

Voilà ce qui reste le contenu du passage au socialisme, quelque soit le terme par lequel on le désigne, contenu universel, nullement contradictoire avec la plus grande diversité des chemins qu'empruntent les travailleurs pour parvenir au socialisme et l'édifier dans les conditions de leurs pays. C'est ce que montre la réalité du socialisme en URSS, à Cuba, au Vietnam, en RDA, etc. En abandonnant l'analyse marxiste des problèmes de l'État et de sa conquête par les travailleurs, le Projet de Résolution ouvre grand la porte au réformisme, à l'abandon de la lutte des classes et de ses perspectives réelles. C'est ainsi que l'idée de bond révolutionnaire (assimilée au « grand soir ») est abandonnée, c'est ainsi que l'autogestion, trait fondamental de la société sans classes, est devenue un objectif « pour tout de suite » à portée de la main ici ou là ; dans des îlots démocratiques. Dès lors qu'est rejetée l'idée prétendue « neuve » - en fait, celle des sociaux-démocrates du siècle dernier de Bernstein et

Kautsky - de « révolution démocratique, légale, pacifique et graduelle » dont Elleinstein s'est fait le chantre. On ne peut se réclamer du marxisme et abandonner un à un ses principes fondamentaux, ses principes théoriques, aussi bien que l'internationalisme prolétarien dont le rejet conduit à la critique opportuniste des pays socialistes ou les principes d'organisation et d'action du Parti.

3 - On comprend que la substitution du réformisme à la lutte révolutionnaire et démocratique qui fonde l'existence, la légitimité du Parti communiste conduise la Direction du Parti à réécrire l'histoire de notre Parti afin de l'adapter à la nouvelle orientation de sa politique. Tel est le sens des prétendus « retards » de 1956. Jusqu'au 22ème Congrès, le Parti aurait lutté sans théorie du socialisme sérieuse, adaptée aux conditions de la France. Il aurait été aveuglé par un modèle périmé, venu de l'étranger. Mais comment le Parti a-t-il pu se constituer en parti révolutionnaire influent, être l'artisan du Front Populaire, mobiliser la Résistance contre l'occupant, être à l'origine des grandes réformes de la Libération et de toutes les conquêtes démocratiques qui ont jalonné l'histoire de ce XXème siècle, sans savoir où il allait, ni ce qu'il voulait ? Pourquoi dès lors, les « retard du Parti » ne commenceraient ils qu'en 1956 ? Ils commencent par l'acceptation des conditions d'adhésion à la IIIème Internationale, c'est-à-dire au Congrès de Tours en 1920. C'est la conclusion qu'en tire, pour sa part, F. Mitterrand, quand il dit dans son livre « Ici et Maintenant » que la direction du Parti « a donné raison, après un demi siècle au Léon Blum du Congrès de Tours... cette phase cruciale où a commencé la lutte historique des idées et des hommes entre deux conceptions du socialisme ». Si l'on revient pour l'annuler sur ce débat fondamental dans le mouvement ouvrier, sur la décision historique de la majorité du vieux Parti socialiste de s'engager effectivement dans la voie révolutionnaire, dans la lutte pour le communisme, rien ne distingue plus le réformisme social-démocrate (dont on sait à quoi il a abouti en Suède, en Grande-Bretagne, ou en RFA, c'est-à-dire à la gestion loyale du capitalisme, en alternance avec les partis bourgeois) de ce que nous propose aujourd'hui de ratifier la Direction du Parti. Rien ne distingue fondamentalement le Projet de Résolution de la motion Jospin adoptée au Congrès de Valence qui dit : « Nous définissons notre politique de transformation de la société actuelle comme une rupture « par étapes, démocratique (c'est-à-dire, par la volonté majoritaire du peuple) et unitaire ». Plus loin, la motion du PS parle de « changement par la révolution tranquille ». Est-ce cela « le socialisme pour la France » ? Alors, il est temps de rappeler ce que déclarait Waldeck Rochet : « D'aucuns parlent d'une « révolution progressive et permanente », mais dans la mesure où cette expression sert à désigner une transformation insensible du capitalisme par l'accumulation de réformes partielles, il s'agit en réalité d'une variété de réformisme dont le capitalisme peut fort bien s'accommoder. Les réformistes et les opportunistes de droite abolissent l'idée du bond révolutionnaire à laquelle doit conduire précisément l'évolution graduelle et cachant que la question fondamentale de toute révolution est celle du pouvoir et que les classes exploiteuses doivent être définitivement écartés du pouvoir politique au profit de la classe ouvrière et de ses alliés, les classes moyennes des villes et des campagnes ».

VI - Le Parti

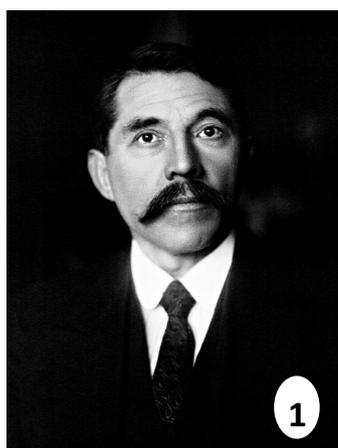
Tout dépend du Parti, de sa force, de son influence ; de sa capacité à éduquer et à organiser les masses, à impulser leurs luttes. Cette capacité résulte essentiellement de la conception même qu'on se fait du rôle du Parti, de sa raison d'être comme instrument politique des travailleurs pour accomplir leur mission révolutionnaire. Or, sur ce problème capital, quelle confusion dans le Projet de Résolution ! Par exemple, quand le projet cherche à caractériser le PS et ce qui le différencie du Parti Communiste, il énumère plusieurs critères à l'exception d'un seul qu'il faut aller chercher dans le livre « Ici et maintenant » sous la plume de F. Mitterrand qui tient à marquer ainsi la séparation entre les deux partis : « D'ABORD » - écrit-il- « le Parti Socialiste n'est pas un parti marxiste ». Cette différence fondamentale pour F. Mitterrand a échappé aux auteurs de la résolution. Il faut donc croire qu'elle est pour eux tout à fait mineure. En effet, lorsque le projet parle du « rôle irremplaçable » du Parti, il n'est nullement question, comme l'écrivaient Marx et Engels dans le « manifeste », du Parti comme « *fraction la plus avancée (des travailleurs)... qui possède l'intelligence claire des conditions de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien* ». Autrement dit, du parti d'avant garde, porteur de la théorie révolutionnaire. Ce n'est pas seulement le « marxisme léninisme », c'est le marxisme tout court qui se trouve abandonné. Voilà pourquoi on préfère parler couramment à propos de la différence avec le PS plutôt « d'originalité » ou de « sensibilité » communiste que de théorie révolutionnaire, en oubliant le principe « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ». Que devient alors le Parti ? Un parti qui défend les intérêts des travailleurs et lutte avec eux, comme le dit la Résolution, pour leurs revendications ? Mais cela ne suffit pas. Les travailleurs ont leur syndicat révolutionnaire de classe, pour cela. Le Projet de Résolution avance une nouvelle définition : « parti de gouvernement ». Certes, le parti révolutionnaire lutte pour le pouvoir afin d'édifier la société socialiste. Il accepte de participer à un gouvernement démocratique bourgeois, chaque fois qu'il peut en résulter un progrès pour le mouvement ouvrier. En s'affirmant « Parti de gouvernement » sans autre précision, comme si les communistes étaient des « participationnistes » à tout crin, ne s'engage-t-on pas dans la conception d'un parti « social-démocrate » directement intégré comme l'un des rouages de l'appareil de l'État bourgeois ? Cette tendance s'affirme d'une autre manière. Le parti révolutionnaire se définirait essentiellement et d'abord par l'importance de son influence électorale ou autre) sur les travailleurs. Cette conception est conforme à la stratégie du « pas à pas » du « socialisme autogestionnaire dès maintenant » fondée uniquement sur une majorité électorale. A ce compte-là le parti travailliste anglais ou le parti social-démocrate de RFA sont de loin les partis les plus révolutionnaires de l'Europe occidentale. Le Parti a pour devoir de lutter pour acquérir la plus grande influence - électorale ou autre - parmi les travailleurs. Mais, il se définit comme parti révolutionnaire. Autre sujet de préoccupation grave : celui de la vie démocratique du parti fondée sur le centralisme démocratique. Le centralisme démocratique est à coup sûr l'un des principes essentiels de l'organisation communiste. Il s'oppose à la conception social-démocrate d'un parti formé de tendances qui se querellent

face à l'ennemi de classe. Selon le centralisme démocratique, on discute, on confronte les points de vue à la lumière de la théorie et de la pratique communistes, mais on agit ensemble, on applique ensemble les décisions de la majorité. Mais le centralisme démocratique fait partie d'un tout. Il fait partie de la théorie et de la pratique révolutionnaire. Il est UN des principes d'organisation du parti marxiste-léniniste. Quand tous les principes sont rejetés, y compris dans les statuts, alors le centralisme démocratique devient le support d'une politique révisionniste et d'une pratique antidémocratique dans le Parti. Il peut même devenir franchement réactionnaire puisqu'il vise seulement à imposer une discipline de parti. Mitterrand est d'accord avec un tel « centralisme démocratique » (on l'a vu dans la définition citée plus haut). Or, n'est ce pas ce qui se passe aujourd'hui dans le Parti ? Le Parti est-il, comme le définissait Lénine, la somme des expériences de tous les communistes ? Chaque communiste compte-t-il pour « UN » (même le Secrétaire Général) et ses avis s'ils se révèlent fondés sont-ils pris en compte ? Chacun sait bien qu'il n'en est rien. Toutes les décisions viennent du sommet et les militants privés de toute information préalable pour en discuter, sont invités à les appliquer. Il leur arrive de plus en plus souvent d'être informés après coup, par la télévision, les media, des décisions les plus importantes du Parti, comme ce fut le cas pour l'abandon de la dictature du prolétariat, le ralliement à la force de frappe, à l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne. Ces décisions sont reçues par eux comme autant de « volte-face à 180° » qui les laissent désemparés. Ils se trouvent réduits à une activité qui les transforme en simples colleurs d'affiches, vendeurs de journaux, collecteurs de fonds, tâches accomplies avec dévouement par des milliers de camarades qui méritent d'être traités comme des militants au sens plein du terme. Cette situation nuisible au Parti est devenue intolérable. Comme est devenue intolérable la pratique, contraire d'ailleurs aux statuts, qui consiste à proclamer que les militants qui expriment des désaccords « se mettent d'eux-mêmes hors du parti ». Nous affirmons notre désaccord complet avec les positions prises par le camarade Fizbin et, avec lui, un certain nombre de membres du Parti, positions qui visent à amplifier l'orientation révisionniste du Parti et à en accélérer, la mise en œuvre. Mais nous n'admettons pas que des mesures administratives puissent remplacer le combat politique qui mettrait en lumière les dangers de l'opportunisme et du révisionnisme dans le Parti. La Direction du Parti visiblement ne veut pas mener ce combat et elle ne le peut pas, par crainte sans doute de révéler à quel point elle est engagée sur la même voie. C'est la volonté de servir notre Parti, la cause de la classe ouvrière, du progrès, de la paix et du socialisme qui nous a conduit à adresser cette lettre au Comité Central.

Paris, novembre 1981



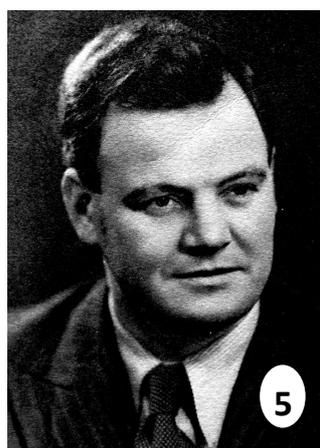
Mur des fédérés, 1926: Trois générations de communistes se côtoient. De gauche à droite: Zéphirin Camélinat le communiste, Marcel Cachin, Paul Vaillant Couturier, et Maurice Thorez, futur secrétaire général du Parti Communiste Français.



1. **Marcel Cachin** (1869 - 1958).
Parlementaire PCF et rédacteur
en chef de l'Huma.

2. **Ambroise Croizat** (1901 -
1951). Syndicaliste CGT et cadre
du PCF. Ministre du travail de
1945 à 1947, fondateur de la
sécurité sociale.

3. **Benoît Frachon** (1893 - 1975).
Dirigeant de la CGTU puis de la
CGT. Cadre du PCF. Dirigeant de la
résistance antifasciste.



4. **Jacques Duclos** (1896 - 1975).
Dirigeant du PCF et responsable
du Parti dans la résistance
antifasciste.

5. **Maurice Thorez** (1900 - 1964).
Secrétaire général du PCF de 1930
à 1964. Ministre de la Fonction
Publique de 1945 à 1947.

6. **André Marty** (1886 - 1956).
Dirigeant du PCF et de
l'Internationale Communiste.
Mutin de la Mer Noire puis
membre des Brigades
Internationales en Espagne.

ANNEXE

Extraits du XIVème Congrès du PCF (18 -21 Juillet 1956)

V - VERS UNE FRANCE SOCIALISTE

25 - Seul, le régime, socialiste, dont l'établissement est inscrit dans les lois de l'Histoire, garantira définitivement la paix et donnera à notre peuple la prospérité, l'indépendance et la grandeurs véritable. L'instauration du mode de production socialiste est dans tous les cas, une transformation révolutionnaire ; elle s'accomplit nécessairement sous la direction politique de la classe ouvrière ayant à sa tête son avant-garde marxiste. Mais, cette condition assurée, les formes de passage au socialisme, de l'avis des fondateurs du marxisme léninisme eux mêmes, peuvent et doivent varier, et elles ont effectivement varié d'un pays à l'autre (URSS, Démocraties populaires d'Europe, Chine, etc.). Dès le 18 novembre 1946, dans son interview bien connue au journal anglais *Times*, le secrétaire général de notre Parti disait : « *Les progrès de la démocratie à travers le monde... permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays, Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, plus de progrès et de justice sociale. Cependant, l'Histoire montre qu'il n'y a pas de progrès sans lutte...* »

26 - Dix années après cette déclaration, les progrès de la démocratie à travers le monde sont devenus encore beaucoup plus considérables. Les travaux du XXe Congrès du parti communiste de l'Union soviétique aident les marxistes de tous les pays à tirer plus profondément la leçon des changements décisifs qui se sont accomplis. L'énorme extension du camp socialiste, les grands succès des pays de ce camp dans la compétition économique avec le capitalisme, l'autorité croissante du camp socialiste en tant que ferme champion de la paix, la diffusion de plus en plus rapide des idées communistes dans les masses de tous les pays, l'accentuation des contradictions à l'intérieur du camp impérialiste lui-même et l'effondrement du système colonial, tout cela modifie le rapport des forces à l'échelle mondiale au profit du socialisme et augmente chaque jour sa puissance d'attraction. Tout cela change foncièrement les conditions de la lutte émancipatrice de la classe ouvrière dans les pays capitalistes eux-mêmes. Dans de telles circonstances

grandissent en général les possibilités d'instaurer le pouvoir du peuple sans insurrection armée et sans guerre civile ; les possibilités de transformer pacifiquement l'économie capitaliste en une économie socialiste. Aujourd'hui, dans des pays comme le notre, la situation a subi des modifications profondes ; la classe ouvrière est en mesure d'unir autour d'elle la paysannerie laborieuse, de larges couches d'intellectuels, toutes les forces démocratiques et nationales, qui ne veulent plus porter les chaînes des monopoles, qui constatent la faillite de l'économie capitaliste, ses tares sociales irrémédiables, son orientation réactionnaire sur toute la ligne son influence dissolvante sur la vie intellectuelle et la culture, son incompatibilité avec la grandeur nationale dans tous les domaines. Dès lors, si la classe ouvrière impose une ligne juste à l'encontre des éléments opportunistes qui ne veulent pas renoncer à la politique de conciliation avec la bourgeoisie et à la « gérance loyale » du régime capitaliste, elle a la perspective d'infliger une défaite aux forces réactionnaires, de s'assurer une majorité solide au Parlement et de transformer ce dernier, d'un rouage du système bourgeois, en un organe de la volonté populaire authentique, s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire des masses.

27 - La condition indispensable pour le succès dans cette lutte est l'existence d'un parti de la classe ouvrière combatif, ayant une trempe politique et théorique suffisante, assez ferme pour défendre sans défaillance les intérêts du peuple et ne pas glisser sur les positions réformistes, assez souple pour rallier toutes les forces sociales mécontentes de la domination des monopoles en vue de la lutte pour une démocratie véritable, pour l'instauration du socialisme. Le ralliement de la majorité de la population autour du prolétariat suppose d'abord la réalisation de l'unité des rangs ouvriers, l'établissement de rapport fraternels entre les travailleurs communistes et socialistes. C'est ainsi que, sur l'initiative de notre Parti, on a pu aboutir, en 1936, au Front populaire, dont les bienfaits sont toujours présents à la mémoire des travailleurs et de l'ensemble des démocrates. Au lendemain de la Libération en 1945, socialistes et communistes ont eu ensemble la majorité au Parlement. Ils ne sont pas loin de retrouver aujourd'hui cette même position. En réalisant leur front unique et entraînant dans le large courant le Front populaire la paysannerie laborieuse et la petite bourgeoisie des villes, ils auront la

possibilité d'utiliser la majorité stable conquise dans le Parlement pour donner une orientation nouvelle à la vie politique et assurer l'avenir de la nation.

28 - Notre peuple a de vieilles traditions républicaines

« *Une lutte ardente, menée des siècles durant contre les forces de réaction et d'oppression, a donné au peuple de France le goût de la liberté... Par la lutte, la classe ouvrière et le peuple de France ont imposé la République, conquis le suffrage universel, la liberté de presse et d'association, le droit de réunion et de manifestation.* » (rapport du Comité central au VIIIème Congrès du Parti, janvier 1936).

Notre peuple est attaché aux institutions parlementaires, conquises par les luttes du passé, rétablies avec l'indépendance nationale dans les combats de 1944. Il est donc probable qu'il s'efforcera de tirer partie de ces institutions pour la refonte du système social. Mais une longue et dure expérience lui a appris que les formes de lutte ne peuvent pas toujours être pacifiques. La bourgeoisie réactionnaire s'acharne à limiter et liquider les libertés démocratiques, à empêcher le peuple d'exprimer sa volonté et de la faire respecter. A cette fin, elle met tout en œuvre, depuis les lois de truquage électoral jusqu'à la répression sanglante. La question du choix entre les moyens pacifiques et les moyens de force pour l'abolition de la dictature du capital, pour la création d'un monde meilleur, sera donc résolue par la classe ouvrière de France en fonction des formes de la résistance que la bourgeoisie qui opposera. Les classes dirigeantes accusent mensongèrement les communistes d'être partisans de la violence par principe et de vouloir conquérir la majorité au Parlement pour le supprimer, alors que les communistes veulent une application pleine et entière de la démocratie. Ce sont ces mêmes « accusateurs » qui ont, eux, porté le coup mortel au Parlement en 1940 et qui s'ingénient encore aujourd'hui à en falsifier la composition et le fonctionnement, à le dessaisir de ses droits au profit d'un pouvoir exécutif tout-puissant. Les classes dirigeantes jettent la démocratie par-dessus bord. Au contraire, les forces populaires relèvent le drapeau de la démocratie, en s'efforçant de l'arracher à la sujétion des monopoles, de lui donner un contenu de classe nouveau.

